

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 19 mai 2025

Date de la convocation :

13/05/2025

Date affichage : 13/05/2025

Membres en exercice : 11

Présents : 9

Votants: 9

Pour: 7

Contre: 1

Abstentions : 1

Délibération N° :

DE_2025_44

dix-neuf mai deux mille vingt-cinq à 18h00, le Conseil Municipal de la Commune de LAVERGNE, régulièrement convoqué, s'est réunie sous la présidence de Didier BES.

Présents : Didier BES, Thierry BOUSSAC, Patrick BOY, Véronique CANITROT, Aurore COUDERC, Manon BENNE, Chantal MASMAYOUX, Johan MAZIERO, Céline SER

Représentés:

Excusés: Dominique FROMENTEZE, Jean-Louis RIGOUSTE

Absents:

Secrétaire de séance: Manon BENNE

Objet : PROPOSITION DE VIDEO SURVEILLANCE DU SITE DU CITY PARK DE LAVERGNE -

Monsieur le Maire rappelle le point 7.1 du compte rendu du conseil municipal du 2 avril dernier à savoir :

7.1 Étude projet vidéo surveillance au City Park

Monsieur le maire présente plusieurs devis concernant la vidéo surveillance du City Park.

Le coût varie de 1 879.85 € TTC (avec électricité) à 4 278,49 € TTC (avec panneau solaire).

Après un tour de table, les élus n'envisagent pas pour l'instant d'investir une telle somme sur une caméra, sachant que tous n'y sont pas favorables, mais sont toujours à l'écoute d'une solution.

Le Maire donne la parole à Johan MAZEIRO qui présente une solution pour une caméra Xega 4G LTE avec panneau solaire et carte Sim, pour un coût inférieur à 500 €, plus abonnement carte sim. Monsieur le Maire demande à l'assemblée de se prononcer sur l'installation d'une caméra de vidéosurveillance au site du City Park, au lieu-dit « Larroque ».

Le Conseil Municipal, 7 pour, 1 contre et 1 abstention :

- **VALIDE** l'installation d'une caméra au niveau du site du City Park,
- **DEPOSE** une demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection, cerfa n° 13806*04 ci-joint.
- **DIT** que les frais pour l'installation d'une caméra ne devront pas dépasser la somme de **1 000 €** (caméra + travaux d'installation) – **article 2188 – OP n° 152**
- **AUTORISE** le maire à signer la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection et tout document se rapportant à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré les, jours, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après dépôt et publication à la date figurant sur l'accusé de réception AR sous-préfecture de GOURDON.

Le Président de séance
Didier BES

Le Secrétaire de séance
Manon BENNE

Cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de la date de son caractère exécutoire





DEMANDE D'AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION

13806*04

Articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1, L.613-13 et R.223-1 à R.223-2, R.251-1 à R.254-2 du code de la sécurité intérieure

<p>Veillez indiquer dans la case ci-après le numéro du département de la préfecture compétente (il s'agit du département dans lequel vous souhaitez installer votre système de vidéoprotection sauf s'il s'agit d'un système en réseau couvrant plusieurs départements auquel cas vous devez saisir la préfecture du département où est installé le siège social).</p>	PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION						
1 - NATURE DE LA DEMANDE							
<input checked="" type="checkbox"/> Demande d'autorisation d'un nouveau système <input type="checkbox"/> Modification d'un système autorisé <input type="checkbox"/> Demande de renouvellement d'un système autorisé	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%;">DATE D'ARRIVEE :</td> <td style="width: 50%;"></td> </tr> <tr> <td>RECEPISSE DELIVRE LE :</td> <td></td> </tr> <tr> <td>DATE DE LA DECISION :</td> <td></td> </tr> </table>	DATE D'ARRIVEE :		RECEPISSE DELIVRE LE :		DATE DE LA DECISION :	
DATE D'ARRIVEE :							
RECEPISSE DELIVRE LE :							
DATE DE LA DECISION :							
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">N° de dossier</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">N° de dossier</div> </div>							

2 - IDENTITÉ DU DÉCLARANT ET DU RESPONSABLE DU SYSTÈME	
<p>Nom de naissance : <u>BES</u> Prénom : <u>Dimitri</u> Fonction : <u>MAIRE</u> Dénomination de la collectivité territoriale ou la raison sociale de l'établissement ou de l'entreprise : <u>Collectivité</u> Eventuellement nom usuel ou sigle (si différent de la raison sociale) : <u>COMMUNE DE LAVERGNE</u> Activité :</p> <p>Adresse : Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal : <u>46500</u> Commune : <u>LAVERGNE</u> Téléphone : <u>056538094</u> Mail : <u>mairie-de-lavergne@wanadoo.fr</u> Nom de la personne à contacter pour la mise à disposition des images aux forces de l'ordre : Téléphone :</p>	

3 - INFORMATIONS GÉNÉRALES ET FINALITÉ DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION (Attention les personnes de droit privé ne peuvent poursuivre que les finalités de prévention à la sécurité des personnes et des biens, ainsi que de protection des abords immédiats de leurs bâtiments et installation dans les lieux et établissements particulièrement exposés à des risques d'agressions et de vol ou susceptibles d'être exposés à des actes de terrorisme)																									
<p>a) Informations générales Horaires d'ouverture (pour les établissements ouverts au public) :</p> <p>A préciser le cas échéant, (descriptions des éventuelles agressions survenues ou risques à prendre en compte) : </p> <p>b) Finalité(s) du système (veuillez cocher la ou les cases correspondantes) :</p> <table style="width: 100%;"> <tr> <td><input checked="" type="checkbox"/> Protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords</td> <td><input type="checkbox"/> Prévention d'actes de terrorisme</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Sauvegarde des installations utiles à la défense nationale</td> <td><input type="checkbox"/> Prévention des risques naturels ou technologiques</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Régulation des flux transport</td> <td><input type="checkbox"/> Secours aux personnes et la défense contre l'incendie</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Constatation des infractions aux règles de la circulation</td> <td><input type="checkbox"/> Sécurité des installations accueillant du public dans les parcs d'attraction</td> </tr> <tr> <td><input checked="" type="checkbox"/> Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ou de trafic de stupéfiant</td> <td></td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Prévention des fraudes douanières prévues par le dernier alinéa de l'article 414 du code des douanes dans des zones particulièrement exposées à ces infractions</td> <td></td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Obligation d'être couvert par une assurance pour faire circuler un véhicule terrestre à moteur (responsabilité civile)</td> <td></td> </tr> <tr> <td><input checked="" type="checkbox"/> Prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets</td> <td></td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol</td> <td></td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations de lieux et établissements relevant d'une personne morale de droit privé exposés à des actes de terrorisme</td> <td></td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations des commerçants dans des lieux exposés à des risques d'agression et de vol</td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="2"><input type="checkbox"/> Autre (préciser) :</td> </tr> </table>		<input checked="" type="checkbox"/> Protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords	<input type="checkbox"/> Prévention d'actes de terrorisme	<input type="checkbox"/> Sauvegarde des installations utiles à la défense nationale	<input type="checkbox"/> Prévention des risques naturels ou technologiques	<input type="checkbox"/> Régulation des flux transport	<input type="checkbox"/> Secours aux personnes et la défense contre l'incendie	<input type="checkbox"/> Constatation des infractions aux règles de la circulation	<input type="checkbox"/> Sécurité des installations accueillant du public dans les parcs d'attraction	<input checked="" type="checkbox"/> Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ou de trafic de stupéfiant		<input type="checkbox"/> Prévention des fraudes douanières prévues par le dernier alinéa de l'article 414 du code des douanes dans des zones particulièrement exposées à ces infractions		<input type="checkbox"/> Obligation d'être couvert par une assurance pour faire circuler un véhicule terrestre à moteur (responsabilité civile)		<input checked="" type="checkbox"/> Prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets		<input type="checkbox"/> Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol		<input type="checkbox"/> Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations de lieux et établissements relevant d'une personne morale de droit privé exposés à des actes de terrorisme		<input type="checkbox"/> Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations des commerçants dans des lieux exposés à des risques d'agression et de vol		<input type="checkbox"/> Autre (préciser) :	
<input checked="" type="checkbox"/> Protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords	<input type="checkbox"/> Prévention d'actes de terrorisme																								
<input type="checkbox"/> Sauvegarde des installations utiles à la défense nationale	<input type="checkbox"/> Prévention des risques naturels ou technologiques																								
<input type="checkbox"/> Régulation des flux transport	<input type="checkbox"/> Secours aux personnes et la défense contre l'incendie																								
<input type="checkbox"/> Constatation des infractions aux règles de la circulation	<input type="checkbox"/> Sécurité des installations accueillant du public dans les parcs d'attraction																								
<input checked="" type="checkbox"/> Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ou de trafic de stupéfiant																									
<input type="checkbox"/> Prévention des fraudes douanières prévues par le dernier alinéa de l'article 414 du code des douanes dans des zones particulièrement exposées à ces infractions																									
<input type="checkbox"/> Obligation d'être couvert par une assurance pour faire circuler un véhicule terrestre à moteur (responsabilité civile)																									
<input checked="" type="checkbox"/> Prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets																									
<input type="checkbox"/> Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol																									
<input type="checkbox"/> Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations de lieux et établissements relevant d'une personne morale de droit privé exposés à des actes de terrorisme																									
<input type="checkbox"/> Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations des commerçants dans des lieux exposés à des risques d'agression et de vol																									
<input type="checkbox"/> Autre (préciser) :																									

4 - LOCALISATION DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION (Veuillez renseigner uniquement une des deux rubriques ci-dessous)
--

4-1) LIEU D'INSTALLATION ET NOMBRE DE CAMÉRAS (cette rubrique n'est pas à renseigner pour les demandes portant sur un périmètre vidéoprotégé, dans ce cas vous ne devez renseigner que la rubrique 4-2)

Adresse : Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie
..... City Park Lieu dit "Lansaque" 110 Rue de Lansaque
Date de transmission de l'acte: 28/05/2025
Date de réception de l'AR: 28/05/2025
046-214601650-DE-2025-44-DE
Code postal 2025 Commune LAVERGNE

Nombre de caméras intérieures: 10
Il s'agit des caméras installées à l'intérieur d'un établissement : joindre le cas échéant le plan de détail et le plan de masse

Nombre de caméras extérieures: 1
Il s'agit des caméras installées dans un lieu ouvert au public non couvert ou sur un bâtiment et qui ne visionnent pas la voie publique : joindre le cas échéant le plan de détail et le plan de masse (cf notice)

Le cas échéant, nombre de caméras visionnant la voie publique: 0

Pour les systèmes de moins de 8 caméras installées à l'intérieur d'un établissement ouvert au public, veuillez indiquer ci après la superficie de l'établissement : m²

4-2) DEMANDE PORTANT SUR UN PÉRIMÈTRE VIDÉOPROTÉGÉ (cette rubrique ne doit être renseignée que si vous souhaitez avoir recours à la notion de périmètre vidéoprotégé)

Si au moins une des caméras que vous souhaitez installer doit visualiser la voie publique, veuillez cocher la case ci-après

Délimitation du périmètre : pour délimiter ce périmètre, veuillez indiquer ci-après les différentes adresses (8 au maximum) qui constituent l'environnement de ce périmètre.

Adresse : Numéro de voie	Extension (bis, ter...)	Type de voie (rue, av...)	Nom de la voie	Code postal	Commune
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

5 - CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME

Délai de conservation des images (exprimé en jours) : 30 (Indiquez un nombre compris entre 0 et 30)
(la durée maximale est de 30 jours)

Existence d'un système de retransmission des images : oui non

si oui, veuillez cocher la case correspondante ci-dessous

Retransmission en temps réel :

Retransmission en temps différé :

Le système de vidéoprotection est-il mis en place par un installateur certifié ? oui non

si oui, veuillez indiquer ci-dessous le nom de cet installateur ou de cette société d'installation ainsi que son numéro de certification.

Nom de l'installateur ou de la société : Numéro de certification.....

Cet installateur vous a-t-il remis une attestation de conformité aux normes techniques définies par l'arrêté mentionné à l'article R.252-3, 11° du Code de la sécurité intérieur oui non

Si l'installateur n'est pas certifié, veuillez joindre un questionnaire précisant les caractéristiques techniques du dispositif et sa conformité aux normes techniques définies par l'arrêté mentionné à l'article R.252-3, 11° du Code de la sécurité intérieur

6 - PERSONNES HABILITÉES A ACCÉDER AUX IMAGES :

NOM : BES Prénom : Didier Fonctions : Maire

NOM : Prénom : Fonctions :
NOM : Prénom : Fonctions :
NOM : Prénom : Fonctions :

Une de ces personnes habilitées relève-t-elle d'une société privée délégataire : oui non
si plus de quatre personnes, vous pouvez adresser (par courrier ou sous forme électronique) une liste complémentaire.

7 - EXPLOITATION DES IMAGES (cette rubrique n'est à renseigner que si les images font l'objet d'un traitement dans un lieu différent de celui de l'implantation du système et/ou par une personne autre que le responsable du système)

Adresse du lieu de traitement à renseigner ci-après :
Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal Commune

.....
Si ce traitement est effectué par un service, veuillez indiquer ci-après le nom du service :

Si ce traitement est effectué par une personne, veuillez indiquer ci-après ses noms et prénoms :

8 - SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ (nous vous remercions de décrire ci-dessous les mesures adoptées pour assurer la confidentialité des images)

Mesures prises pour contrôler l'accès au poste central de surveillance (par exemple code d'accès, porte blindée, accès contrôlé...):
.....

Si existence d'un système d'enregistrement :
Mesures pour la sauvegarde et la protection de ces enregistrements :

.....
Modalités de destructions des enregistrements :

.....

9 - MODALITÉS D'INFORMATION DU PUBLIC

Date de transmission de l'acte: 28/05/2025

Date de reception de l'AR: 28/05/2025

Veillez indiquer ci-après le nombre d'affiches ou de panonceaux d'information :

Précisez la (ou les) localisation(s) de cet affichage :

046-214601650-DE_2025_44-DE
Cité Jolie lieu dit harlayre 4550 LAVERGNE
110, rue de Larroque

10 - SERVICE (OU PERSONNE) AUPRÈS DUQUEL S'EXERCE LE DROIT D'ACCÈS

Nom :Prénom : Fonction de cette personne :

ou service responsable : Téléphone :

Veillez renseigner ci-après l'adresse de cette personne ou de ce service :

Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal Commune

Fonction habilitant le déclarant à signer : Maire

Le signataire s'engage à se conformer aux articles du code de la sécurité intérieure relatifs à la vidéoprotection

Le Maire, Didier BES

SIGNATURE ET CACHET :



Date : 19/05/2025

(Handwritten signature)

Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le demandeur est informé que les renseignements qu'il doit fournir pour satisfaire sa demande font l'objet d'un traitement automatisé par la préfecture du lieu de dépôt de son dossier. Le droit d'accès et de rectification s'exercera auprès de cette préfecture..

